

Pouvoir d'emprunt—Loi

Pouvons-nous créer des emplois? Voilà la véritable question. Y a-t-il moyen de créer des emplois? Je suppose que je dois dire en toute justice que ce sera très difficile. En fait, les emplois que nous allons créer dans notre société seront pour la plupart des emplois de fonctionnaires ou des emplois entièrement différents de ceux que nous avons créés dans le passé. Beaucoup seront à court terme. La plupart seront très différents de ceux que j'avais prévus lorsque j'étais jeune et que les députés avaient pour la plupart prévus dans leur jeunesse.

Qu'allons-nous alors créer avec ce budget et d'autres budgets similaires? Nous allons créer davantage de richesses. Cela ne fait aucun doute. Une plus grande productivité, des frais de main-d'œuvre moins élevés, un amortissement plus rapide du matériel et des gains en capital désormais francs d'impôt contribueront sans aucun doute à produire davantage de richesses.

Puis vient le hic. En produisant davantage de richesse, allons-nous créer moins d'emplois? Qu'allons-nous faire? Voilà la question à laquelle le budget ne répond pas. Il est dit dans le budget que l'on supprimera 15,000 postes de la Fonction publique. Pourquoi? Parce qu'ils sont plus ou moins nécessaires et que nous pouvons donc nous en passer. Toutefois, il fait partie de nous de soutenir que pour être accepté dans notre société, on doit avoir un emploi.

Si vous approuvez ma théorie que nous n'avons pas besoin d'autant de monde dans le secteur manufacturier à cause des changements survenus, si vous convenez que les mesures fiscales prévues par le gouvernement ne contribueront pas en soi à créer des emplois et si vous acceptez que le gouvernement supprime 15,000 emplois dans la Fonction publique, où allons-nous alors trouver pour l'amour du ciel les emplois pour répondre aux exigences que nous imposons à tout le monde dans notre société, à savoir qu'il faut gagner sa vie? Où allons-nous les trouver?

Il y aura plus de richesse. Cependant, celle-ci ne sera pas imposée puisque le gouvernement a dit qu'on impose pas la richesse. Selon lui, il faut permettre aux gens d'accumuler des richesses en nourrissant le secret espoir que celles-ci, d'une façon ou d'une autre, réussiront à changer de mains. Ce sont de vains espoirs, monsieur le Président. Il n'en va pas ainsi.

A mon avis, ce que le gouvernement doit faire, s'il croit honnêtement qu'il faut changer les choses au Canada—et je conviens que c'est nécessaire—c'est commencer à examiner la question de la redistribution des revenus. Si l'on ne peut pas trouver d'emploi, on ne peut pas mourir de faim. Si, à cause des actes du gouvernement ou parce que l'économie n'est pas en mesure de créer suffisamment d'emplois pour répondre à la demande, il y a un million ou un million et demi de chômeurs au cours des dix prochaines années, il faut se demander comment nous pourrions leur donner les moyens de subvenir à leurs besoins? Comment pourrions-nous pourvoir à leur bien-être économique? Où le budget répond-il à cette question? Où fait-il allusion au problème du million et demi de chômeurs qui sont condamnés à le rester durant la prochaine décennie? Il n'en est pas du tout question.

Le temps n'est-il pas venu de commencer à affronter la réalité dans notre pays, qui est la même dans tous les pays? On ne

peut pas vivre en nourrissant l'espoir que nous réussirons toujours à trouver des emplois pour tout le monde, à moins d'être prêts à accepter que certains emplois ne seront pas aussi intéressants qu'on le souhaite, quelle que soit la façon dont on fait le calcul. On ne peut pas d'un geste de la main supprimer 15,000 emplois à la Fonction publique parce qu'il faut augmenter la richesse et s'attendre à ce que ces personnes, qui seront déplacées ou incapables de retrouver un emploi semblable, se fassent une autre place sur un marché du travail toujours plus restreint.

Je tiens à dire aux ministériels que ce n'est pas là une nouvelle orientation pour le Canada. Le budget actuel n'est qu'une série de mesures d'ordre administratif. C'est la concrétisation des théories du gouvernement précédent sur la façon de régler nos problèmes économiques. Ce n'est toutefois pas le fruit d'une sage réflexion sur la façon de résoudre les problèmes humains. Le budget à l'étude ne tient aucun compte des besoins de la société quant aux moyens de résoudre le problème humain que pose le maintien de la cellule familiale à une époque où l'on ne peut pas trouver d'emploi et où personne ne veut vous engager. C'est pourquoi je ne puis appuyer la demande d'emprunt présentée par le gouvernement.

Je m'attendais à mieux de la part du gouvernement. Je ne sais pas pourquoi, puisque j'ai eu affaire à des gouvernements conservateurs durant toute ma vie. Cependant, je m'attendais à de nouvelles idées. J'espérais qu'il nous dirait ce qu'il faut faire pour venir en aide au million et demi de personnes qui sont sans emploi et qui doivent le rester. Je m'attendais à ce que l'on me dise que, malheureusement, 10 p. 100 ou plus de la population sera au chômage durant les prochaines décennies. Cependant, comment allons-nous répondre aux besoins de ces personnes?

Je pourrais continuer indéfiniment, monsieur le Président, mais je m'en abstiendrai. Je tiens à dire que le document à l'étude est décevant. Il crée des difficultés inutiles, et accorde des avantages inutiles. Il se fonde sur l'espoir plus que sur des plans. Il n'offre aucune preuve concrète de politique précise.

Il est temps que le gouvernement se remette au travail et essaye d'élaborer un document économique qui tienne vraiment compte des problèmes du Canada à l'heure actuelle et dans dix ans.

Le président suppléant (M. Paproski): Y a-t-il des questions et commentaires?

[Français]

M. Harvey: Monsieur le Président, il y a certainement des parties du Budget qui sont mal lues. Concernant entre autres les personnes âgées, l'Opposition officielle, le Nouveau parti démocratique pleurent énormément actuellement sur la situation des personnes âgées. Et pourtant, c'est formellement bien dit dans le Budget que les ajustements périodiques se feront au niveau de la pension de base et le supplément de revenu garanti sera indexé en totalité. Et ce que l'Opposition officielle oublie de dire également, de même que mon collègue, c'est que pour la première fois, 550 millions de dollars, sur une période de deux ans, seront consacrés aux personnes âgées pour les allocations au conjoint. On ne le dit pas tellement fort actuellement.